

Le groupe SIFCA, pionnier de la RSE en Afrique

Le 7 novembre 2023, le groupe agro-industriel SIFCA s'est vu décerner le Prix de l'entreprise privée modèle en matière de RSE par le comité de concertation État/secteur privé - créé par le gouvernement ivoirien -, en reconnaissance de ses efforts et initiatives environnementales et sociales. Dès 2007, conscient des enjeux liés au développement durable, il s'est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale. Retour sur les actions et la vision d'un groupe pionnier.

PAR OLIVIA YÉRÉ DAUBREY



Une des Unités Agricoles
Intégrées de Palmci, filiale
de SIFCA spécialisée dans
l'exploitation de plantations
de palmiers à huile.

Fondée en 1964 par le Français Henri Tardivat et le Franco-Ivoirien Pierre Billon, la Société immobilière et financière de la côte africaine (SIFCA), initialement spécialisée dans le négoce du cacao, est un groupe agro-industriel dont l'activité est aujourd'hui basée sur trois secteurs agricoles clés de l'économie africaine (palmier à huile, sucre de canne, caoutchouc naturel), ainsi que les énergies renouvelables (production énergétique à partir de biomasse). SIFCA intervient sur toute la chaîne de production, depuis l'exploitation des plantations jusqu'à la commercialisation de produits finis et semi-finis.

Implantée dans six pays (Côte d'Ivoire, Libéria, Ghana, Nigéria, Sénégal, France) à travers quatre filières (oléagineux, caoutchouc naturel, sucre, énergies renouvelables), la multinationale emploie plus de 33 000 personnes, dont plus de 17 000 salariés permanents, dans 11 filiales – chacune comportant un responsable RSE – dont certaines, comme Saph, Palmci et Sucrivoire, sont cotées à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan.

Avec un chiffre d'affaires de 1,18 milliard d'euros en 2022 pour un résultat net de 91 millions d'euros, le groupe s'impose comme le champion ouest-africain de l'agro-industrie et le premier employeur privé de Côte d'Ivoire. Près de 60 % de son budget est investi chaque année dans des actions en faveur des employés et 40 % à destination des communautés (12 milliards de francs CFA, soit un peu plus de 18 millions d'euros). Ce qui fait de SIFCA l'un des champions africains de la RSE, concept qui, bien qu'il soit devenu incontournable à l'échelle internationale, reste en réalité encore relativement mal connu et compris sur le continent.

D'un point de vue statistique, il est même impossible d'en dresser un état des lieux, en raison du peu de rapports publiés et du faible nombre

de spécialistes du sujet. Pour Bakari Traoré, expert en gouvernance RSE & Éthique et membre fondateur du Centre africain d'expertise en gouvernance des organisations (CAGO) : « *Les entreprises engagées peuvent être classées en trois groupes en Afrique : celles qui mènent des activités de RSE sans avoir de stratégie ; celles qui ont des stratégies non entièrement appliquées ; et celles qui ont des stratégies et des plans d'action quasi correctement appliqués et qui publient des rapports chaque année, comme SIFCA* ».

PIONNIER DE LA RSE SUR LE CONTINENT

Il faut dire qu'engagé depuis près de 20 ans dans une démarche alors très nouvelle en Afrique [le concept de RSE est apparu pour la première fois en 1953, la norme ISO26000 a vu le jour en 2010, et les objectifs de développement durable de l'ONU ont été énoncés en 2015, NDLR], le groupe – qui avait alors fait appel au cabinet d'audit international Ernst & Young pour réaliser un diagnostic des impacts sur l'environnement de ses activités, des conditions de travail des employés et des relations avec les communautés locales – fait office de véritable pionnier. D'autant qu'à cette époque, le contexte national ivoirien ne facilitait pas la mise en place d'une telle démarche (absence de mesures incitatives, coûts de mise en œuvre très élevés...).

Dans le cadre d'un groupe industriel comme SIFCA, qui représente plus de 71 800 hectares de plantations industrielles en Côte d'Ivoire et plus de 400 000 hectares

« Nous étions déjà engagés dans une démarche de développement durable avant que cela ne devienne un enjeu mondial »

de plantations villageoises, l'accès aux matières premières est essentiel. L'entreprise a donc intégré très tôt la nécessité d'entretenir une relation apaisée avec les planteurs – maillons essentiels du dispositif agro-industriel qui assurent l'essentiel de l'approvisionnement agricole du groupe –, les populations locales et les communautés riveraines. Les comités de liaison notamment, créés pour que SIFCA puisse régulièrement consulter les autorités villageoises sur la pertinence et la faisabilité de ses projets, ont joué un rôle déterminant. Comme en témoigne Henriette Gomis-Billon, directrice RSE du groupe, interrogée par *Forbes Afrique* : « *Nous étions déjà engagés dans une démarche de développement durable avant que cela ne devienne un enjeu mondial. Vous connaissez l'Afrique. Vous savez qu'on ne peut arriver nulle part et s'installer sans prendre en considération l'environnement et les droits des communautés. Nous continuons d'améliorer notre démarche dans le modèle des certifications* ».

DES ÉCOSYSTÈMES INTÉGRÉS

SIFCA, c'est également 98 % d'employés non-cadres parmi les 33 000 que compte la structure : des travailleurs agricoles (saigneurs, coupeurs, pépiniéristes...) et employés d'usine qui sont bénéficiaires du revenu minimal [passé de 60 000 à 75 000 francs CFA début 2023, NDLR] et doivent de ce fait recevoir certains avantages.

La santé et la sécurité des employés constituent ainsi la première orientation stratégique de développement durable du groupe, qui déploie une politique systématique et inclusive d'hygiène et de sécurité au travail ou initiatives HQSEL (Hygiène, Qualité, Santé, Environnement, Logement) en faveur de ses collaborateurs et de leurs familles vivant sur les sites agro-industriels.

« Les piliers stratégiques de développement durable du groupe sont la santé et la sécurité des travailleurs, et les actions menées en faveur des communautés et fournisseurs de matières premières »

À travers ses 11 filiales, SIFCA se structure en Unités agricoles intégrées (UAI), écosystèmes de vie qui regroupent plantations, usines de transformation, et bases-vies offrant aux employés du groupe et à leur famille un accès au logement, à l'électricité, à l'eau potable, à l'éducation, et à des soins de santé de qualité. À ce jour, 127 écoles préscolaires, primaires et secondaires ont été construites, permettant la scolarisation de plus de 26 000 enfants [enfants d'employés et enfants en provenance des communautés locales environnantes, NDLR]. Un cadre de vie qui a des retombées positives sur l'éducation dans ces zones, avec 86 % de taux moyen de réussite au Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE) pour les élèves. Au sein de chaque UAI, des centres médico-sociaux, dispensaires, maternités et infirmeries de section, sont mis à disposition gratuitement pour les employés, qui bénéficient en outre d'une couverture d'assurance maladie. Enfin, 100 % d'entre eux disposent d'équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à leurs postes de travail respectifs.

DÉVELOPPEMENT VERTUEUX

Le second axe de la stratégie RSE de l'entreprise repose sur les actions menées en faveur des communautés et fournisseurs de matières premières. « *Les grands défis dans le déploiement de notre stratégie de développement durable se situent au niveau des petits producteurs qui nous fournissent 75 à 80 % de nos matières premières* », précise Henriette Gomis-Billon.

Ces initiatives concertées portent sur des projets de développement socio-économiques, décidés dans un cadre permanent de dialogue (CPD) et financés en tout ou partie par les filiales : construction et rénovation de cantines, d'écoles, de terrains de sports ; fourniture de pompes hydrauliques, électrification de villages... Enfin, dans le cadre de partenariats, 15 000 planteurs privés en moyenne sont encadrés et formés aux bonnes pratiques agricoles.

UNE POLITIQUE ÉCOLOGIQUE AFFIRMÉE

Au niveau environnemental, SIFCA s'efforce de répondre aux besoins et priorités RSE en s'alignant sur les volontés politiques des pays dans lesquels il opère. Par exemple, l'État ivoirien a adopté une politique forestière visant à porter le couvert forestier à au moins 20 % du territoire national à l'horizon 2030, soit un accroissement de 3 millions d'hectares de forêts. Dès 2016, le groupe a donc pris un engagement zéro déforestation qui s'est notamment traduit sur le terrain par l'acquisition d'un outil de surveillance satellitaire dans toutes ses zones d'intervention, afin de veiller à la conservation des aires de biodiversité. SIFCA, c'est aujourd'hui 4 650 hectares de forêts protégées (Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria et Nigéria), 100 hectares de couvert végétal reboisés chaque année par la filiale Sucrivoire, et plus de 3 300 écoliers formés au concept d'écocitoyenneté.

Autre enjeu de taille, atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, afin de répondre au mieux aux défis du

réchauffement climatique, comme le confirme Henriette Gomis-Billon : « *L'enjeu prioritaire est la maîtrise de notre impact carbone. Nous sommes dans une démarche de calculs de nos émissions à l'échelle du groupe, et poursuivons nos actions de préservation des écosystèmes naturels.* »

UN MODÈLE QUI A SES LIMITES DANS LE CONTEXTE AFRICAIN

La directrice RSE du groupe préfère parler de « frustrations » : « *La première frustration est d'ordre budgétaire. Face aux impératifs de rentabilité des entreprises, il est parfois difficile d'obtenir plus de financement pour réaliser nos projets. Deuxièmement, les entreprises privées qui font réellement de la RSE devraient se soutenir entre elles, et être soutenues et encouragées par nos États.* » En effet, selon Thierry Téné, associé et directeur du cabinet Afrique RSE et co-fondateur du label Doing Good in Africa, « *les freins de la RSE en Afrique restent l'absence de politiques publiques ambitieuses et incitatives, la faible culture de la transparence, le manque de formation des cadres et dirigeant(es) sur les contraintes et opportunités de la durabilité pour leur business modèle, et l'importance de l'informel.* »

Pour sa part, afin de favoriser le déploiement de stratégies à impact durable pour les entreprises africaines, Delphine Lavaud, directrice d'Asensia Africa Group – une société de conseil et stratégie en développement de marques responsables dédiées à l'Afrique de l'Ouest – et présidente de la commission RSE de la Chambre de commerce européenne en Côte d'Ivoire, préconise « *un renforcement de la réglementation pour rendre la RSE obligatoire, l'instauration d'incitations fiscales spécifiques pour les PME engagées ; et un éclairage sur les opportunités d'affaires liées à la RSE.* ». CQFD. 